

Communiqué de presse

Changement climatique et vie quotidienne en France : qui pourra vivre où, et à quelles conditions ?

La 5^e vague de l'Observatoire des usages et représentations des territoires révèle une bascule majeure dans le rapport des Français au changement climatique.

L'ObSoCo publie, **en partenariat avec l'ADEME, Grand Paris Aménagement et RTE**, les résultats de la 5^e vague de son Observatoire des usages et représentations des territoires.

Menée auprès de 4 000 personnes représentatives de la population française, **cette enquête documente une bascule** : les effets du changement climatique sont en train de reconfigurer la vie quotidienne, la santé et les inégalités dans la diversité des territoires en France. Le climat n'est plus un enjeu abstrait, idéologique ou lointain : il est devenu un facteur concret pouvant entraîner un déclin de la santé et du bien-être, et susceptible de générer une vulnérabilité sociale, environnementale, voire une ségrégation territoriale. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire parfois, les Français sont prêts à accepter des contraintes — à condition qu'elles améliorent réellement leur cadre de vie.

La bascule : l'impact du changement climatique sur le quotidien, une question de santé, *ici et maintenant*

- Avec 83 % des Français préoccupés par la situation environnementale, le consensus est massif. Mais l'étude révèle surtout que **le changement climatique n'est plus perçu comme une menace lointaine** : 65 % des répondants ont déjà observé une intensification des épisodes de forte chaleur là où ils vivent, 60 % constatent des sécheresses plus fréquentes, 53 % des tempêtes plus violentes, 51 % des pluies intenses, crues et inondations... sans compter les 67% de ceux qui habitent en montagne qui constatent une baisse de l'enneigement et 37% de ceux qui résident en bord de mer qui, déjà, observent le retrait du trait de côte.
- Ces changements sont donc une réalité pour les Français avec **des conséquences très concrètes** : près d'un sur deux (48 %) déclare que le changement climatique affecte déjà son pouvoir d'achat, 42 % sa santé mentale et 37 % sa santé physique. **Le lien entre environnement et santé est désormais clairement établi** dans l'esprit des Français.
- Face aux aléas climatiques, **le logement devient le principal espace de repli** : 55 % des Français déclarent par exemple rester chez eux en période de canicule car ils s'y sentent mieux qu'ailleurs. Mais cette stratégie d'adaptation révèle de profondes inégalités : **près de trois logements sur dix (28 %) ne protègent pas correctement des fortes chaleurs**, et 38 % de la population se déclare insatisfaite de la qualité technique de son habitation (isolation, qualité des matériaux, vétusté...) — un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2023. Or, face à ces défauts, **un Français sur trois subit la situation sans pouvoir agir**.

La fracture : la double peine des plus modestes, les populations qui subissent le plus sont aussi celles qui peuvent le moins s'adapter

- De fait, cette vulnérabilité du logement frappe d'abord les plus précaires. Parmi les personnes déclarant ne pas s'en sortir financièrement, 56 % jugent leur logement inadapté, contre 13 % de ceux qui vivent confortablement. Face aux canicules, **23 % des plus contraints financièrement déclarent ne se sentir bien nulle part** — ni chez eux, ni à l'extérieur — contre 6 % des plus aisés.
- Le cadre de vie pèse aussi deux fois plus sur la santé des plus modestes** : 63 % des personnes en grande difficulté financière estiment que leur environnement a un impact négatif sur leur santé versus 26 % de ceux qui vivent confortablement.
- Cette vulnérabilité se double d'une **impuissance à agir** : 44 % des personnes en grande difficulté financière souhaiteraient déménager pour des raisons liées au climat, mais n'en ont pas les moyens (vs 11 % des plus aisés).
- Le changement climatique n'est donc plus seulement un enjeu environnemental : il est devenu un **facteur potentiel de discrimination sociale et territoriale**.

L'ouverture : une réelle disposition au changement...sous conditions

- Dans ce contexte toutefois, l'enquête révèle une **large adhésion aux mesures d'adaptation et d'atténuation**. Les mesures d'adaptation liées à l'aménagement urbain recueillent une adhésion massive : 74% des Français approuvent le développement des haies et alignements d'arbres, 72% l'aménagement de jardins partagés et de forêts urbaines, 67% la désimperméabilisation des sols.
- 72 % des Français se disent prêts à accepter des contraintes personnelles si elles contribuent à lutter contre le changement climatique ou à améliorer la santé et la qualité de vie.
- L'enquête a ainsi testé l'adhésion à huit mesures concrètes d'atténuation des effets du changement climatique, en recourant à un dispositif permettant de tester l'influence de l'argument santé sur l'adhésion aux mesures proposées. Un tiers de l'échantillon interrogé a été exposé aux mesures formulées sous l'angle climatique, un deuxième tiers sous l'angle santé/qualité de vie, et un troisième a bénéficié d'arguments santé explicites associés à chaque mesure.
- Les mesures recueillant les plus forts taux d'adhésion concernent notamment **l'économie des ressources** : la limitation de l'artificialisation des sols et des constructions neuves (72 à 80 % selon la formulation), la restriction de certains usages de l'eau en période de sécheresse (68 à 77 %) ou l'interdiction de location des passoires thermiques (63 à 65 %). Le déploiement de radars anti-bruit recueille quant à lui entre 62 et 67 % d'opinions favorables.
- Les **mesures plus clivantes** sont en revanche celles qui ont un impact plus immédiat et concret sur le **quotidien** : l'interdiction des nouvelles chaudières à gaz (37 à 54 % d'adhésion), la généralisation du 30 km/h en centre-ville (46 à 52 %) et l'interdiction de l'accès des véhicules polluants aux centres des agglomérations — ZFE (46 à 48 %).
- L'enseignement majeur de l'enquête est que **l'ajout d'un argument santé explicite dans la présentation des mesures peut considérablement en renforcer l'acceptabilité**. L'effet est spectaculaire pour l'interdiction des

chaudières à gaz (+17 points d'adhésion lorsqu'on associe la mesure à la réduction des polluants de l'air nocifs pour la santé), notable pour la limitation de l'artificialisation (+8 points) ou pour la limitation de vitesse à 30km/h en centre-ville (+6 points) et plus modeste concernant l'interdiction de location des passoires thermiques (+ 2 points). L'argument santé apparaît ainsi comme un pont possible vers les publics moins convaincus par le seul argument climatique.

- Ce que refusent les Français, ce ne sont pas les efforts en tant que tels, mais **l'injustice, l'inefficacité et les mesures décidées sans consultation**. À l'inverse, les transformations perçues comme utiles, équitables et bénéfiques pour le cadre de vie recueillent une large adhésion. Les conditions sont claires : que les bénéfices soient régulièrement évalués (29 %), que les mesures soient accompagnées d'aides financières (29 %) et qu'elles soient équitables socialement (26 %).
- Au total, l'étude identifie **trois grandes postures face au changement climatique** : 32 % de Français "prêts" à s'engager dans des transformations significatives, 43 % de "réceptifs" ouverts au changement selon les conditions proposées, et 25 % d'"indifférents". **Soit trois Français sur quatre disposés à avancer.**

Conclusion : une question de justice territoriale et sociale

Cette étude interroge : face aux impacts du changement climatique, qui pourra vivre où, et dans quelles conditions ?

C'est une question d'aménagement du territoire, de logement, de santé publique et de justice sociale. Le débat sur un supposé "retour de bâton" (le fameux « backlash ») écologique passe ainsi à côté de l'essentiel : les Français ne sont pas devenus indifférents ou même climato-sceptiques, ils demandent des politiques qui tiennent compte de leurs conditions de vie réelles. L'adhésion est là, massive. Ce qui manque, c'est la confiance dans l'équité et l'efficacité des mesures proposées.

À propos de L'ObSoCo

L'Observatoire Société et Consommation développe des enquêtes et des outils d'analyse innovants pour décrypter les transformations des modes de vie, des comportements de consommation et des attentes citoyennes. Aspiration des individus à vivre et consommer « autrement », fragmentation croissante de l'espace public et des marchés, défiance généralisée à l'égard des entreprises et des institutions, défi de la contrainte écologique, disruptions technologiques, tensions durables sur le pouvoir d'achat des ménages...le système de développement capitaliste est en mutation. Dans son sillage, ce sont les modèles économiques d'entreprise et l'organisation des activités visant la satisfaction des attentes des citoyens et consommateurs qui sont en cours de redéfinition vers de nouvelles formes de création de valeur. Ce contexte exige de se doter de nouveaux concepts et se forger de nouvelles grilles de lecture, permettant d'appréhender la nouveauté et d'accompagner les acteurs économiques dans leurs stratégies d'adaptation. Cette vision fonde la vocation de L'ObSoCo.

Contacts presse : Agnès Crozet – a.crozet@lobsoco.com - Site web : www.lobsoco.com

A propos de l'ADEME

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique – partage ses expertises, assure le financement et l'accompagnement de projets de transformation dans des domaines variés : énergie, économie circulaire, décarbonation de l'industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, consommation et production responsables, alimentation durable, bioéconomie, gestion des sols, adaptation au changement climatique et transition juste.

L'ADEME mobilise les citoyens, les entreprises et les territoires pour les aider à progresser vers une société plus sobre en carbone et économe en ressources. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, elle conseille, facilite et soutient les initiatives, de la recherche à la diffusion des solutions.

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), l'ADEME met également ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

www.ademe.fr

A propos de Grand Paris Aménagement

Grand Paris Aménagement, fédéré à l'EPA Orly Rungis Seine Amont (ORSA) depuis 2017 et à la Solidéo (Société de livraison des ouvrages olympiques) depuis le 1er janvier 2026 - et actionnaire des SPLA-IN Grand Paris Sud, Roissy Pays de France, Métropolitaine et Courbevoie-Charra - est un groupement d'aménageurs public qui intervient au service des maires et des collectivités, sur tous les territoires d'Île-de-France, avec l'ambition de (re)créer de la qualité de vie pour les habitants, et pour longtemps. Nos collaborateurs, animés par le sens de l'intérêt général, conçoivent et réalisent des projets sur mesure, en lien étroit avec les élus locaux, de la petite couronne aux centralités de l'espace rural francilien, sur des opérations de toutes tailles et de toutes complexités.

www.grandparisamenagement.fr

A propos de RTE

RTE est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité en France. A travers sa mission de service public, RTE garantit, chaque jour et à chaque instant, l'acheminement de l'électricité partout sur le territoire et assure, en temps réel, la gestion des flux électriques et l'équilibre entre production et consommation. Pour connecter les territoires et les industries à la production d'électricité, RTE déploie, sur terre comme en mer, des infrastructures essentielles à la décarbonation de notre économie et à la transition énergétique. Face aux défis climatiques, économiques et environnementaux qui exigent de grandes transformations, RTE maintient et développe plus de 106 000 kilomètres de lignes électriques haute et très haute tension. Ce réseau, le plus étendu d'Europe, compte 37 interconnexions avec les pays voisins et une cinquantaine de liaisons transfrontalières. Grâce à la mobilisation de ses 10 000 salariés présents sur l'ensemble du territoire, RTE s'engage chaque jour à faire du réseau électrique, le moteur d'une France décarbonée.

Service presse RTE : rte-presse@rte-france.com - Site web : www.rte-france.com